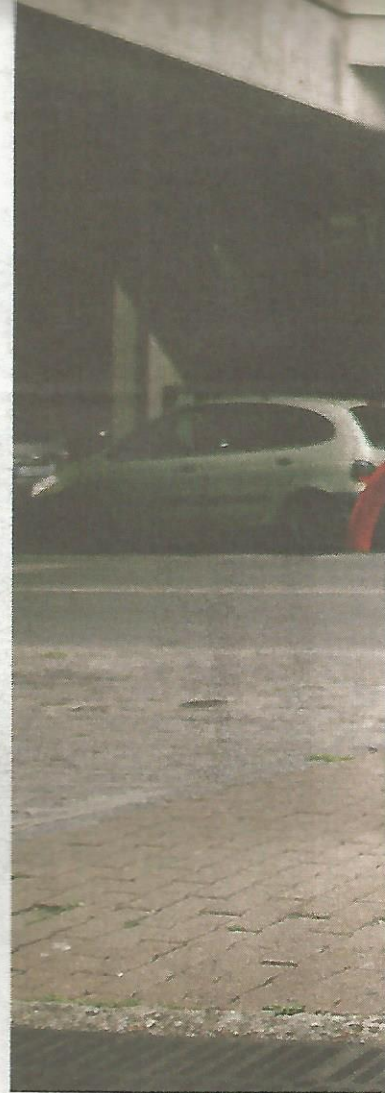


Un chef de parti sous haute surveillance

ENQUÊTE

Depuis 2019, le secrétaire national d'EE-LV vivait sous la pression d'un collectif féministe informel qui lui reprochait sa conduite et enquêtait sur ses relations. Ce qui l'a poussé à démissionner lundi dernier après des accusations de violences psychologiques contre son ex-compagne.



Julien Bayou à Aubervilliers le 21

Par
CHARLOTTE BELAÏCH
et **WILLY LE DEVIN**

Lundi 26 septembre, à l'aube, le petit monde de la gauche écarquille les yeux en apprenant la démission de Julien Bayou de son poste de secrétaire national d'EE-LV. Le député de Paris, accusé de «violences psychologiques» par son ex-compagne, dénonce «une situation intenable» alors qu'aucune plainte n'a été déposée et que les faits reprochés n'ont pas été clairement formulés. Mais peut-il être surpris ? Il sait que depuis quelques années, un petit groupe de militantes, dont Aline (1), son ex-compagne, enquête sur son comportement avec les femmes. «Il y avait clairement, dès 2019, une campagne animée par des féministes pour le faire tomber», raconte une ancienne compagne de l'écologiste, contactée à l'époque par ce petit groupe. Depuis trois ans, l'ex-leader d'EE-LV était un homme surveillé.

Le 26 septembre toujours, Marie Dosé, l'avocate désignée par Julien Bayou, s'essaye à une conférence de presse d'un genre nouveau : elle

doit défendre un client qui, à ce stade, n'est accusé d'aucun acte pénalement répréhensible. Devant la presse, elle dénonce «une procédure paralysante qui n'offre aucune garantie et ne respecte en rien le principe de la défense». Contacté par *Libération*, Julien Bayou n'a pas souhaité s'exprimer, pas plus que son ex-compagne Aline. Nous avons enquêté sur la troublante investigation menée par plusieurs militantes écologistes et féministes qui prétendaient s'assurer du comportement de Julien Bayou envers les femmes, et ainsi «protéger» Aline.

Les trois premières années de leur union, le couple s'accorde sur les termes d'une relation non exclusive. En 2019, Julien Bayou et Aline, 39 et 32 ans à l'époque, décident de s'engager davantage. C'est à ce moment-là qu'un petit groupe de femmes se met à enquêter sur lui. En cause : sa réputation de «coureur», multipliant les relations avec des femmes plus jeunes, souvent militantes féministes, qu'il finit par quitter et décevoir. «Il se met très souvent avec des meufs fragiles, attirées par la lumière et honorées de sortir avec lui et il peut être particulièrement lâ-

che, mais ce n'est pas un crime», décrit un cadre écologiste proche de la direction.

«ELLE M'A DIT QU'ELLE TENAIT À ME PRÉVENIR»

Une scène éloquent, datée du début de l'histoire de Julien Bayou et Aline, est racontée à *Libération*. Elle se déroule à Paris lors d'une soirée militante. Ce soir-là, Julia (1) militante écolo et proche de Bayou, est approchée par Eugénie (1), une amie d'Aline. Eugénie – qui n'a pas souhaité s'exprimer auprès de *Libération* – est aujourd'hui membre de la cellule violences sexuelles et sexistes (VSS) d'EE-LV et de la commission féminisme du parti. En 2021, lors de la primaire présidentielle écologiste, elle a fait partie de l'équipe de la candidate Sandrine Rousseau. Ce soir-là, rapporte Julia, «elle vient me voir et me dit : "Je sais qui t'es, tu connais bien Bayou. Je sais ce qu'il se passe avec lui, il faut que ça s'arrête. Sache-le, il est avec une autre personne. On enquête pour savoir si c'est un mec bien pour elle, parce qu'elle a vécu des choses dures. Il ne faut pas qu'elle tombe sur un prédateur"». Le propos laisse Julia interloquée : «Je lui réponds que de mon

côté, il n'y a rien à gratter, et qu'on ne colporte pas des accusations comme ça à une soirée, raconte Julia. Elle m'a dit qu'elle tenait à me prévenir, que c'était ça la sororité.» Cette atmosphère de défiance, presque de surveillance, va revenir aux oreilles de Bayou. Une de ses ex, Sophie (1), l'informe qu'elle a été appelée par Eugénie, qui poursuit ses investigations : «C'est toujours un peu violent une rupture, ça peut faire mal, confie-t-elle. Donc quand j'ai été approchée par Eugénie, que je connaissais bien, je suis rentrée dans son jeu en me confiant. J'ai parlé comme on parle de son ex-amoureux, pas très dithyrambique quoi. Mais ce n'est pas parce qu'une relation se finit mal qu'on peut accuser quelqu'un de violences psychologiques.» Puis, continue Sophie, «j'ai compris que son intention était de faire tomber Bayou. C'est là que je l'ai prévenue qu'on allait un peu trop dans sa vie intime». Contactée par *Libération*, une autre ex-compagne de Julien Bayou assure, elle aussi, avoir été contactée à la même période, hors de tout cadre formel.

Le 30 avril 2019, se sentant dans le viseur, Bayou rédige un projet de mail à l'attention d'Eugénie, avant



juin 2021, durant la campagne des élections régionales en Ile-de-France. PHOTO MARIE ROUGE

de se raviser à la demande d'Aline. On y lit : «*Comme je te l'ai dit, je ne vois pas comment je pourrais t'empêcher d'"enquêter" sur moi, à la condition que tu respectes quelques précautions de base. J'entends et comprends qu'en tant que militante féministe et que par amitié pour Aline tu te sentes, comme tu me le disais, "investie de cette mission" [...] Mais je voudrais que nous reprenions ici quelques points, parce que : – il est violent de voir sa vie privée scrutée, fouillée, exposée – je ne voudrais pas que ma relation avec Aline pâtisse de tout cela [...] Cette affaire ne peut pas durer éternellement. Une fois que plusieurs de mes ex t'ont expliqué que non, je n'étais ni harceleur ni agresseur, je ne perçois pas ton objectif ou la suite de cette démarche.*»

LE METTRE «HORS D'ÉTAT DE NUIRE»

Dans son projet de mail, Bayou évoque aussi le sentiment de malaise d'Aline : «*Il me semble également qu'elle t'a signifié dernièrement qu'elle souhaitait que cette situation cesse, puisque 1) elle s'était elle-même livrée à de petites vérifications auprès de mes ex 2) aucun problème de consentement ne se posait 3) cette situation lui pesait et qu'elle souhai-*

tait qu'elle et moi puissions avancer.»

Nerveux, celui qui deviendra sept mois plus tard le patron d'EE-LV vit sous la pression de cette enquête officielle et de ses possibles conséquences politiques.

Six mois plus tard, en novembre, Eugénie contacte à nouveau une amie proche d'Aline. Elle dit s'inquiéter, mais demande expressément à ce qu'Aline ne soit pas avisée de sa démarche. Furieuse, l'amie en question lui répond : «*Eugénie, tu ne manques pas de culot de t'adresser aux amis d'Aline en leur faisant peur sur son état, quand tu es l'une des principales causes du problème. Ne te cache pas derrière une soi-disant volonté de la préserver, tu ne trompes personne. Lorsqu'elle t'exprime ce dont elle a besoin, tu l'ignores délibérément et tu nuis aux gens qui l'entourent sans en apporter de véritables raisons concrètes. Je ne sais pas ce qui t'anime Eugénie mais certainement pas la volonté de protéger Aline. Je te remercie à l'avenir de ne plus parler ni d'Aline ni des gens qu'elle aime à qui que ce soit et de rester en dehors de sa vie.*» Les mois qui suivent, les choses vont quelque peu se calmer. Entre Aline et Bayou, des épisodes d'apparente sérénité succèdent à des moments de con-

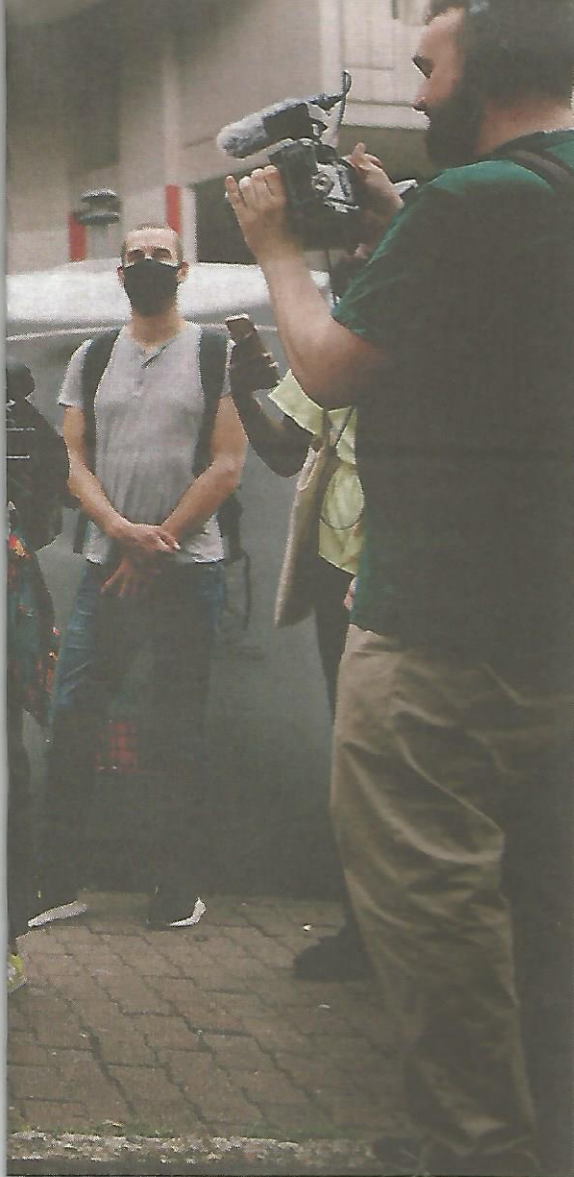
«La cellule doit travailler dans la confidentialité, or ce principe est rompu, donc tout le monde sait qu'elle ne peut plus traiter ce cas. En réalité, c'est maintenant un débat à travers les médias.»

Une proche d'«Aline» au sujet de la cellule de lutte contre les violences sexistes et sexuelles au sein d'EE-LV.

flit, jusqu'à la rupture définitive en novembre 2021.

Une nouvelle phase va alors débuter, avec l'apparition d'une autre femme. Selon les échanges consultés par *Libération*, Victoria (1), sympathisante écologiste et autre ex-compagne de Bayou, entre à son tour en contact avec des femmes

qui ont été proches de lui. Elle conte une rupture douloureuse lui reproche, à son tour, des «*violences psychologiques*». En avril, Aline se plaint à plusieurs reprises, de des échanges que *Libé* a pu constater, d'avoir été intégrée à un groupe WhatsApp sur Julien Bayou. Selon elle, des femmes déçues par l'écologiste y racontent leur impression d'avoir été «*manipulées*», «*protégées*». Leur but est alors de «*protéger la nouvelle*», soit la nouvelle compagne de Bayou. Pour cela, elles mandent à Aline de le mettre «*d'état de nuire*». Elle affirme avoir quitté le groupe, épuisée. «*Il souffrait du fait que des gens lui mènent toujours aux histoires de Julien Bayou*», confirme une proche. La campagne législative dans les III^e et X^e arrondissements de Paris n'arrange rien : le visage de Julien Bayou est partout, des affiches électorales aux plateaux télé. Le 19 juin, jour du second tour et de son annonce comme député, le compte-tout lance ton élu «*fait passer un message de militantes écoféministes*» sur son tagram : «*Bayou n'est pas féministe. Il se contente de répéter ce qu'il a appris de toutes les féministes qui ont été prédatées, baisées et broyées et de chanter que ça lui permettra d'en-*



cellule doit aller dans confidentialité, principe est donc tout le monde sait elle ne peut plus parler de ce cas. réalité, maintenant tout à travers médias.»

che d'«Aline»
la cellule de lutte
olences sexistes et
au sein d'EE-LV.

rupture définitive en
1.

phase va alors débute
arition d'une autre
les échanges consul-
ation, Victoria (1),
e écologiste et autre
de Bayou, entre à son
ct avec des femmes

qui ont été proches de lui. Elle raconte une rupture douloureuse et lui reproche, à son tour, des «violences psychologiques». En avril, Aline se plaint à plusieurs reprises, dans des échanges que Libé a pu consulter, d'avoir été intégrée à un groupe WhatsApp sur Julien Bayou. Selon elle, des femmes déçues par l'écologiste y racontent leur impression d'avoir été «manipulées», «prédatorées». Leur but est alors de «protéger la nouvelle», soit la nouvelle compagne de Bayou. Pour cela, elles demandent à Aline de le mettre «hors d'état de nuire». Elle affirme alors avoir quitté le groupe, épuisée. «Elle souffrait du fait que des gens la ramènent toujours aux histoires de Bayou», confirme une proche.

La campagne législative dans les III^e et X^e arrondissements de Paris n'arrange rien: le visage de Julien Bayou est partout, des affiches électorales aux plateaux télé. Le 19 juin, jour du second tour et de son élection comme député, le compte Balance ton élu «fait passer un message de militantes écoféministes» sur Instagram: «Bayou n'est pas féministe. Il se contente de répéter ce qu'il a appris de toutes les féministes qu'il a prédatorées, baisées et broyées en sachant que ça lui permettra d'en bai-

mais c'est tellement banal, on ne va pas faire le procès des gens pour ça.» Dans ses échanges avec plusieurs personnes, Aline oscille. Par moments, elle explique que, selon ses recherches approfondies, il ne s'agit que d'histoires d'amours déçues. A d'autres, elle dépeint un «prédateur». Ces changements s'entremêlent avec des sentiments contradictoires à l'égard de Julien Bayou. La trentenaire, à laquelle on raconte des histoires de tromperie de la part de son ex-compagnon, alterne entre colère, détresse et reconnaissance à son égard pour son soutien depuis la rupture, qu'elle vit mal.

«NOUS DEVENONS DES LOUVES ALPHA»

Le 30 juin, à 18 heures, plusieurs cadres écologistes, le père et la sœur de Julien Bayou, mais aussi Eugénie, Victoria, Sandrine Rousseau et la cellule contre les VSS d'EE-LV, reçoivent un mail. Aline y écrit: «Combien sommes-nous de meufs brillantes douces douées à avoir complètement vrillé, parfois sous vos yeux, sans que jamais vous vous disiez qu'il y avait peut-être un problème avec Julien? C'est un manipulateur, lâche et dénué d'empathie.» Dans ce mail, elle fait part de sa volonté de mettre fin à ses jours pour «protéger les autres», «éloigner Bayou des lieux de pouvoir et de militance où il peut prédatorer». Elle s'excuse aussi auprès d'Eugénie pour «avoir mis autant de temps à comprendre», et de Victoria, pour ne pas avoir pris la mesure de la douleur provoquée par sa rupture avec l'élu.

Quelques heures plus tard, la cellule, dont fait toujours partie Eugénie, s'autosaisit. Depuis, Julien Bayou l'a sollicitée à plusieurs reprises pour pouvoir se défendre. A chaque fois, l'entité a refusé, n'ayant pas encore recueilli le témoignage de la victime présumée, qui ne souhaite pas être entendue. «La cellule doit travailler dans la confidentialité, or ce principe est rompu, donc tout le monde sait qu'elle ne peut plus traiter ce cas. En réalité, c'est maintenant un débat à travers les médias», juge une proche d'Aline. De nombreux échanges consultés par Libération attestent de cette circulation débridée des informations personnelles au sein des différents acteurs de l'affaire. Lesquels s'échangent en permanence confidences, mails, textos, parfois par copies d'écran. En clair, les procédures n'ont rien de professionnel, et ne garantissent à aucun moment l'absence de fuites.

Quelques jours plus tard, Aline, qui a été hospitalisée, dit à Bayou qu'elle s'arrangera pour qu'il soit mis «hors d'état de nuire». Elle va alors s'associer à Victoria. «J'ai été contactée par les deux, qui sont en contact, explique une autre ex du député. Il y a aussi d'autres femmes qui ne sont pas

Suite de la page 3 *forcément sorties avec lui mais qui disent observer son comportement en tant que militantes. Je suis très gênée car je suis à fond dans la lutte contre les VSS mais je ne partage pas leur analyse. Elles estiment que si quelqu'un a un engagement féministe, il devrait être irréprochable dans sa vie personnelle. Mais il ne s'agit que d'histoires banales entre adultes consentants.»*

Le 18 septembre, Carole (1), militante qui fut proche de Bayou, est elle aussi contactée. Elle reçoit un mail signé «Les louves alpha». «Nous ne nous connaissons pas vraiment mais nous avons beaucoup à nous dire. Nous sommes des amies, confidentes et engagées sur les questions des VSS, peut-on y lire. Nous suivons de très près notre amie qui est une femme incroyable, une louve comme on aime la surnommer, mais qui a subi des violences psy durant plusieurs années. Elle a été dévastée mais revient en force.» Appelant à «libérer la parole», les «louves» (dont on ne connaît pas le nombre et qui pourraient masquer une unique personne) écrivent: «Il n'est pas facile de comprendre immédiatement ce que sont les blessures causées par des violences psychologiques. Chacune d'entre vous a un lien avec cet homme. Peut-être aimé, admiré ou encouragé jusqu'à même le protéger [...] Beaucoup



Julien Bayou et Sandrine Rousseau à Grenoble en août. PHOTO ALBERT FACELLY

d'hommes veulent que nous restions des louves omega mais en meute nous devenons des louves alpha.»

ROUSSEAU, ALINE ET LE PLATEAU DE «C À VOUS»

Le lendemain, le collectif féministe «Nous toutes» interpelle EE-LV sur Twitter: «Bonjour EE-LV, la cellule VSS a été saisie en juillet après des

accusations de violences commises par Julien Bayou sur son ex-compagne. Comment s'assurer que les militantes soient en sécurité? Aucune mesure ne semble avoir été prise, pourquoi?» Toute la journée, le message est relayé par le collectif Relève féministe, apparus quelques jours plus tôt, lors de l'affaire Quatennens. Le soir même, Sandrine

Rousseau est invitée sur le plateau de C à vous sur France5. Présentant qu'elle sera interrogée sur le sujet, la députée EE-LV appelle Aline pour lui demander l'autorisation d'évoquer sa situation. Elle accepte, veut «médiatiser». «Elle le fait parce qu'il a lui-même commencé à l'évoquer [dans un article du Figaro, ndlr]. Elle veut se défendre du cadrage qu'il

Cellules de signalements internes: les partis en plein doute

Affaire Bayou confirme les difficultés rencontrées par les comités contre les violences sexistes et sexuelles, qui ont du mal à définir des procédures précieuses d'allier protection des femmes et respect de certains principes.

«On pensait avoir trouvé la solution en mettant en place ce comité. Mais dans la pratique, on voit bien que ce n'est pas encore satisfaisant.» Assis face à Libération début juillet sur la banquette d'un café parisien près du boulevard Saint-Germain, Jean-Luc Mélenchon n'éluide pas la question, ce jour-là, sur le comité de suivi contre les violences sexistes et sexuelles (VSS) de La France insoumise, la formation politique, qui se veut en pointe sur les questions d'égalité femmes-hommes, la prévention des violences conjugales et la dénonciation des féminicides, est déjà percutée par deux

Depuis, LFI n'est plus la seule formation politique à s'interroger sur le «point d'équilibre», comme le soulignait l'insoumise, dans le combat contre les violences sexistes et sexuelles. La cellule d'Europe Ecologie-les Verts, créée en 2017 dans la foulée des accusations contre l'un de ses responsables, Denis Baupin, se retrouve paralysée par des enjeux internes. «Ils ont décidé de nommer ses membres à la proportionnelle des courants! se désole un ancien dirigeant du mouvement. Ils ont fait tout ce qu'il ne fallait pas faire.» Politiser une instance du parti qui a pourtant besoin de neutralité et d'impartialité pour bien fonctionner. Le PS, lui, vient à peine de mettre sur pied la sienne.

«Graduer». «On tâtonne», a convenu, devant la presse, la députée LFI de Paris Danièle Obono après les révélations sur Quatennens. «C'est plus compliqué d'être féministe que ne pas l'être, ajoute une de ses camarades. Il y a des choix à faire: est-ce qu'on privilégie le fait de garantir

féministes. «Aucune violence dans le couple n'est acceptable, mais il faut identifier et graduer», a-t-il insisté samedi dernier sur France 2. «Toutes nos cellules sont confrontées aux mêmes questions donc cela serait utile qu'on puisse travailler ensemble, propose la députée européenne LFI Manon Aubry. Pas pour créer une cellule commune mais pour échanger sur nos expériences, établir des principes et des procédures communes pour tenir compte des difficultés rencontrées.»

«Apprendre». Si Les Républicains et le Rassemblement national sont loin d'avoir créé de telles instances malgré des alertes internes (accusations contre Damien Abad à LR notamment) et que le ministre de la Justice, Eric Dupond-Moretti, a balancé en avoir «marre de ces trucs-là», comparant ces cellules à de la «justice de droit privé», Renaissance (ex-LREM) vient de renouveler le fonctionnement de sa propre instance avec l'idée «d'apprendre des erreurs des autres et des nôtres», a expliqué vendredi au Dauphin



TO ALBERT FACELLY

mises
mpa-
mili-
cune
prise,
ée, le
lectif
ques
Qua-
rine

Rousseau est invitée sur le plateau de *C à vous* sur France 5. Pressentant qu'elle sera interrogée sur le sujet, la députée EE-LV appelle Aline pour lui demander l'autorisation d'évoquer sa situation. Elle accepte, veut «médiatiser». «Elle le fait parce qu'il a lui-même commencé à évoquer [dans un article du *Figaro*, ndr]. Elle veut se défendre du cadrage qu'il

Internes:

stes. «Aucune violence dans le couple n'est
able, mais il faut identifier et graduer»,
sisté samedi dernier sur France 2. «Toutes
ules sont confrontées aux mêmes questions
ela serait utile qu'on puisse travailler
ble, propose la députée européenne LFI
n Aubry. Pas pour créer une cellule com-
mais pour échanger sur nos expériences,
des principes et des procédures communes
enir compte des difficultés rencontrées.»

rendre. Si Les Républicains et le Ras-
ement national sont loin d'avoir créé de
instances malgré des alertes internes (ac-
ons contre Damien Abad à LR notamment)
le ministre de la Justice, Eric Dupond-Mo-
balancé en avoir «marre de ces trucs-là»,
arant ces cellules à de la «justice de droit
, Renaissance (ex-LREM) vient de renou-
e fonctionnement de sa propre instance
idée «d'apprendre des erreurs des autres
nôtres», a expliqué vendredi au *Parisien*
étaire d'Etat Marlène Schiappa. Les paro-
ueillies pourront être «transmises à la
ission des conflits du mouvement, en vue
uelles sanctions pouvant aller jusqu'à l'ex-
». «Nous pourrions aussi transmettre à la
et accompagner vers la plainte», précise-t-
t Schiappa d'en profiter pour cogner la
e: «Nous ne sommes pas un parti de justice
tive, de procès staliniens. Nous n'allons pas
la justice avec de faux procureurs, de faux
t des petits marteaux.» Vu le passé macro-
n la matière et l'embarras des marcheurs
que accusation de violences contre des
es, attention à ne pas faire trop les malins.

LILIAN ALEMAGNA
et CHARLOTTE BELAÏCH

compagne de menaces à peine vo-
lées à mon endroit.»
Sur le plateau de *C à vous*, Sandrine
Rousseau confirme, elle, être au
courant, et évoque «des comporte-
ments de nature à briser la santé
morale des femmes». «Doit-il quitter
la tête d'EE-LV?» l'interroge-t-on.
«Step by step», répond-elle. Une
grande partie de la gauche murmure
alors son indignation: pourquoi rap-
porter des accusations qui semblent
si dures à rendre juridiquement tan-
gibles? Contactée à plusieurs repri-
ses par *Libération*, Sandrine Rou-
seau n'a pas donné suite.

«Je ne pense pas qu'elle pense au
congrès ou qu'elle veuille buter Ju-
lien mais elle veut garder le totem du
féminisme, analyse une écologiste,
engagée dans le combat féministe.
Elle ne pouvait prendre le risque de
dire "je n'ai pas les éléments pour en
dire plus" parce qu'elle aurait perdu
la course qu'elle a elle-même initiée
dans laquelle plus tu pousse loin,
plus t'es la bonne féministe.» Beau-
coup au sein des mouvements éco-
los et féministes considèrent désor-
mais qu'on court un peu trop vite,
alors que la libération de la parole
des femmes pose des dizaines de
questions qui demandent le temps
de la réflexion. Mais rares sont ceux
qui osent le dire autrement qu'ano-
nymement, de peur d'être rangés du
mauvais côté de l'histoire. «Il n'y a
pas d'espace pour faire une critique
de la position de Sandrine, pas
d'espace pour dire que ce qui arrive
à Julien n'est pas juste et que ça
dessert la cause», poursuit la même
militante.

Ce féminisme, qui se définit lui-
même comme «radical», a pris de
plus en plus de place au sein
d'EE-LV ces dernières années. A
commencer par la cellule et la com-
mission féminisme, qui comptent
des militants engagés sur ces sujets
qui se sont rapprochés de Sandrine
Rousseau depuis son retour dans le
parti en 2020. «Quand je critique le
fonctionnement de la cellule, qui n'of-
fre pas l'opportunité de se défendre
aux présumés coupables, on me dit
"fais attention, ça peut se retourner
contre toi", raconte une élue EE-LV.
Vous imaginez à quel point elles ont
gagné le combat culturel pour en ar-
river au fait de ne pas pouvoir dire
qu'on est en désaccord?»

«C'est hypocrite de mettre tout ça sur
Rousseau, nuance tout de même un
militant écolo. La direction a enté-
riné ces procédés. Elle les a théorisés.
C'est une dérive globale. Bayou lui-
même a beaucoup joué au chevalier
blanc sur ces sujets. Mais on arrive à
un stade où on va être obligés de réflé-
chir à ces questions tous ensemble.»
Pour sortir la gauche du malaise im-
mense qui la tient, entre nécessaire
libération de la parole des femmes et
des procédures informelles ouvrant
la voie à d'inquiétantes dérives. ◆

(1) Les prénoms ont été modifiés.



MEDIA INC. GETTY

Leurs re

rtphone, c'est d'être
avec sa propre bat-
as robuste et dédié à
que. Mais les fabri-
omme Garmin se
t de plus en plus vers
ntres connectées»,
François Jourjon,
ur du site Randon-
in. Avec des fonc-
tés un poil «plus
, notamment le re-
onnées sportives
étéo, «elles touchent
le plus grand que les
usiques», poursuit
s Jourjon. Et le spé-
lvertir: «Je suis as-
ndicateur de les utili-
ons possible: quand
rando, c'est pour se
ster.»

LORIAN BARDOU

i-septembre,
designeuse
lonaise Karolina
a dévoilé Pose,
el éducatif tactile
aveugles, créé
re de son master
e des Beaux-Arts
e. Les personnes
écécité ou
s peuvent ainsi
iverses pratiques
sexuelles
figurines en 3D
ir un socle,
ve un guide en
qu'un QR Code
une série
léos dont le
dagogique audio
ar un éducateur
T. K. KRUSZEWSKA